



ÇA SUFFIT !

Confit d'arrogance et de mépris, le Président Macron et son gouvernement refusent d'accéder aux légitimes revendications populaires pour une plus grande justice sociale et fiscale. Notre direction, à l'identique, n'a que mépris pour les cris d'alerte des agents de la DDFiP dont les conditions de travail inadmissibles ruinent leur sens du travail et leur fierté d'exercer un service public POUR TOUS !

A chaque tentative de contestation, notre directrice brandit, la menace d'utiliser le 30° indivisible (retenue d'une journée de salaire) à l'encontre des agents dont le pouvoir d'achat pour vivre déceimment s'étirole.

Aussi, anticipant les mobilisations imparables contre ces projets néfastes dont nous débattons en AG et HMI, un préavis de grève a été déposé du 15 novembre 2018 au 31 mars 2019 !

Les organisations syndicales CGT, Solidaires et FO Finances Publiques 95 vous invitent à dire NON, à soutenir et à vous investir SOUS TOUTES LES FORMES dans les diverses actions décidées dans les services:

- **le 31 janvier 2019** sera une journée morte dans les divers centres de contacts (CPS, CIS et CDC) en première ligne pour la mise en place du prélèvement à la source (PAS),
- **le 1^{er} février 2019**, les agents œuvrant dans le contrôle fiscal sont conviés à un séminaire pour la mise en place de la loi ESSOC qui veut transformer le contrôle fiscal en accompagnement des entreprises! Des vérificateurs appellent à la grève ce jour là et au boycott du séminaire,
- **le 4 février 2019**, les agents des SIP de Cergy (réunis en HMI le 24/01/2019) ne pouvant plus assurer leurs missions et recevoir dignement les usagers, appellent à la grève.

Ces 3 dates préparent ainsi **la GRANDE JOURNEE de GREVE et MOBILISATION du 5 février 2019** à l'appel de la CGT Finances Publiques, Solidaires Finances Publiques et FO Finances Publiques en convergence avec la grande journée de mobilisation interprofessionnelle.

Des journées DGFIP mortes sont déjà prévues **les jeudis 7 et 14 février 2019** et devront être préparées tous ensemble.

Les citoyens depuis bientôt trois mois, exigent, entre autres, une fiscalité plus juste pour financer des services publics de proximité. Ce que le gouvernement leur refuse, nous, les fonctionnaires-citoyens obtenons le !